

Michel Barde

Dernière chronique



Photo: m. a.d.

Pour le journaliste que j'ai été au début de ma carrière professionnelle, une publication qui abandonne le support papier pour ne plus être présente que sur la Toile s'inscrit certes dans l'air du temps et de la modernité, mais distend le lien qui l'unit à ses lecteurs. Ainsi vont la vie et le monde dont les mutations n'épargnent ni l'environnement international ni notre propre pays.

Passant du général au particulier, ce qui frappe tout d'abord dans ces mutations est le lent affaiblissement du droit international au profit d'un retour au bilatéralisme et au règne du plus fort, assorti de relents de protectionnisme et de populisme. La Suisse, petit pays largement ouvert sur l'extérieur, n'a rien à gagner dans cette évolution, qui voit de surcroît un regain de violence et de barbarie à l'image du faussement nommé «Etat islamique» au Moyen Orient. Dans ce contexte, et malgré la crise qu'elle traverse, nos relations avec l'Union européenne sont primordiales pour des raisons aussi bien géographiques que stratégiques et économiques. L'isolement n'est pas une politique d'avenir.

Notre pays doit se garder comme de la peste de se laisser aller à la facilité de l'endettement et d'un durcissement du marché du travail, dont l'actuelle flexibilité est le meilleur atout pour lutter contre le chômage. Quand on voit les pénibles et souvent vains efforts, notamment de la France, pour tenter d'alléger les insupportables rigidités qui étouffent ses entreprises et son économie, on mesure, en négatif, ce qu'il

ne faut pas faire. Quant à l'endettement, indolore jusqu'à un certain point, il se transforme sans crier gare en opium du peuple et des Etats, paralysant ces derniers et favorisant la pauvreté.

La Suisse est fière de sa démocratie directe. Mais elle subit les assauts de plus en plus répétés d'initiatives populaires mal pensées et mal conçues dont la mise en application dévore le temps et l'énergie des exécutifs et des parlements fédéraux et cantonaux au détriment de la conduite lucide des affaires du pays dans un monde chahuté. Il est indispensable de passer du stade de la «réflexion» à celui de l'action pour mieux réguler ce phénomène qui tend, par un dévoilement de son principe, à ne plus être que du marketing électoral.

L'émotion est digne d'attention, mais il faut s'en méfier lorsqu'elle se transforme en ferment politique. La «transition énergétique» en est un bon exemple: la catastrophe de Fukushima a engendré – sans jeu de mots! – une forme de séisme qui n'est plus maîtrisé sur le plan politique et qui se traduit, comme en Allemagne, par un recours accru au charbon, gros pollueur s'il en est! La Suisse doit sortir du flou dans lequel elle s'est engagée et qui risque de la pénaliser et de pénaliser ses entreprises, qui détestent l'incertitude, dans ce domaine comme dans d'autres.

Voici donc en guise de conclusion, quelques uns des credos dont je souhaite qu'ils puissent, au terme de cette chronique, être partagés par le plus grand nombre. ■

Michel Barde est ancien délégué patronal suisse à l'OIT.